

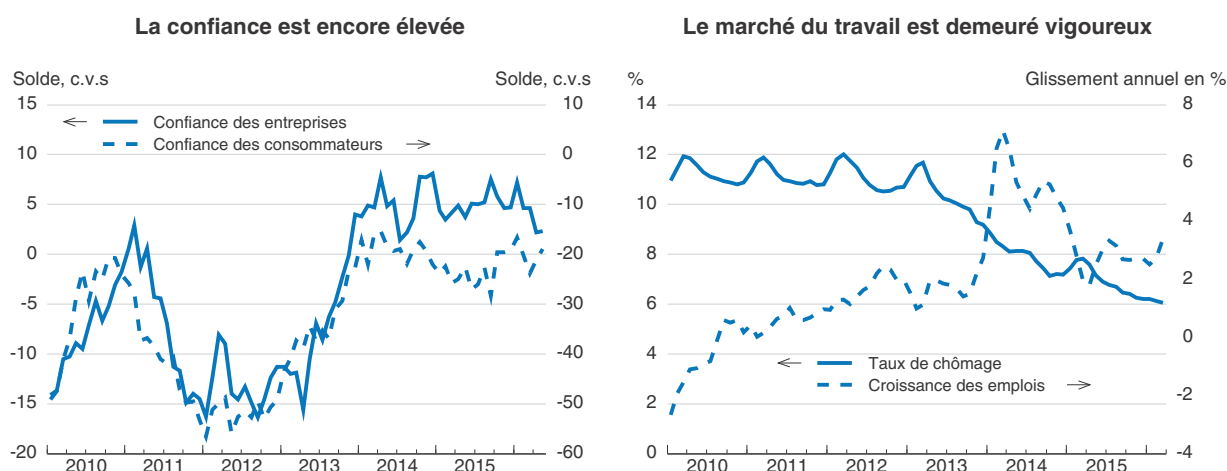
HONGRIE

La croissance devrait ralentir en 2016, sous l'effet d'une contraction temporaire de l'investissement public en liaison avec le lancement d'un nouveau cycle de fonds structurels de l'UE, mais accélérer à nouveau en 2017. La demande privée devrait rester vigoureuse et l'emploi continuer de progresser, en partie grâce à des programmes de travaux publics toujours importants. En 2017, la résorption des capacités de production inemployées et la dissipation des effets ponctuels de la baisse des prix de l'énergie orienteront l'inflation à la hausse.

La politique budgétaire sera globalement neutre en 2016 cette année, mais devrait devenir expansionniste en 2017 même si les ressources économiques seront largement résorbées. Il conviendrait de réduire progressivement la voilure des programmes de travaux publics (dont le coût représente ½ pour cent de PIB) à mesure que les possibilités d'emploi augmenteront dans le secteur privé. Face à la hausse de l'inflation, la Banque centrale devra peut-être envisager de donner une orientation plus neutre à la politique monétaire d'ici la fin de 2017.

Les gains de productivité sont faibles depuis la crise financière mondiale. Des réformes structurelles d'ampleur s'imposent pour rendre les entreprises plus compétitives et veiller à ce que la population active possède des qualifications adéquates. Il faudrait en particulier alléger les formalités administratives, et recourir plus largement à des évaluations d'impact de la réglementation pour favoriser la transparence, la stabilité et la formulation des politiques en la matière. Il conviendrait par ailleurs d'accroître l'efficacité des formations proposées dans le cadre du marché du travail et de les accompagner de mesures visant à améliorer la formation professionnelle, l'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale et la formation tout au long de la vie. Une stratégie globale à l'égard des PME pourrait accentuer le dynamisme de l'économie et favoriser l'inclusivité.

Hongrie



Source : Thomson Reuters ; Office central de statistique de la Hongrie.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933372526>

Hongrie : **Demande, production et prix**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Prix courants milliards de HUF	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2005)				
PIB aux prix du marché	28 743.9	2.0	3.6	3.0	1.6	3.1
Consommation privée	15 362.6	0.3	1.8	3.0	3.7	3.7
Consommation publique	5 755.9	2.4	2.9	0.6	0.2	0.6
Formation brute de capital fixe	5 547.7	7.3	11.2	1.9	-1.8	6.9
Demande intérieure finale	26 666.2	2.2	4.1	2.2	1.6	3.7
Variation des stocks ¹	153.7	-0.6	0.1	-0.3	0.2	0.1
Demande intérieure totale	26 819.9	1.6	4.2	1.9	1.8	3.8
Exportations de biens et services	24 855.5	6.4	7.6	8.4	3.6	5.5
Importations de biens et services	22 931.5	6.3	8.5	7.8	3.7	6.6
Exportations nettes ¹	1 924.0	0.5	-0.2	1.2	0.3	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.3	3.2	1.7	2.2	2.3
Indice des prix à la consommation	—	1.7	-0.2	-0.1	0.1	1.7
Déflateur de la consommation privée	—	2.1	1.0	0.1	0.2	1.7
Taux de chômage	—	10.1	7.7	6.8	5.8	5.3
Solde des administrations publiques ²	—	-2.6	-2.3	-2.0	-1.9	-2.6
Dette brute des administrations publiques ²	—	96.1	99.0	97.7	97.1	96.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ²	—	76.2	75.7	74.9	74.3	73.3
Balance des opérations courantes ²	—	4.0	2.0	4.4	4.9	4.6

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933373968>

La croissance est tirée par la demande intérieure

L'activité économique s'est contractée au début de 2016, en grande partie à cause du décaissement plus lent des fonds structurels de l'UE en liaison avec un nouveau cycle de financement, qui a entraîné une baisse de l'investissement public. L'investissement productif a également été atone malgré l'augmentation de la demande, le niveau toujours élevé de la confiance des entreprises et des conditions de crédit favorables. À l'inverse, la consommation privée s'est accélérée, portée par la progression des revenus réels et la bonne tenue de la confiance des consommateurs. Les exportations ont bénéficié en 2015 de la dépréciation antérieure du taux de change, mais ont marqué le pas en cours d'année parallèlement à la décélération des marchés d'exportation.

Le secteur privé est actuellement la principale source de créations d'emplois, même si l'expansion des programmes de travaux publics contribue encore largement au recul du chômage. Des goulets d'étranglement commencent à apparaître sur le marché du travail et la hausse des salaires s'accélère. Le rythme de l'inflation oscille autour de zéro en raison de la chute des prix de l'énergie ; l'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et énergie) s'établit pour sa part aux alentours de 1 ½ pour cent.

La politique macroéconomique soutient la croissance

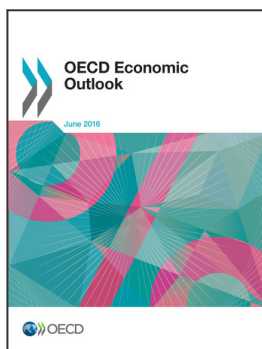
L'orientation de la politique budgétaire est aujourd'hui globalement neutre pour 2016, mais deviendra expansionniste en 2017 du fait du relèvement prévu de l'investissement public, des salaires de la fonction publique et des aides au logement. Or, compte tenu du resserrement de la situation conjoncturelle, cette expansion pourrait aviver les tensions économiques. Au premier semestre de 2016, la banque centrale a de nouveau abaissé par deux fois son taux directeur, qui s'établit désormais à 0.9 % ; la banque juge ce niveau approprié pour la réalisation de son objectif d'inflation de 3 %, ce qui laisse à penser que le cycle d'abaissement du taux directeur est parvenu à son terme.

Le recours par la banque centrale à la politique monétaire non conventionnelle évolue. Les programmes de financement de la croissance, qui prévoient de fournir des liquidités aux banques pour qu'elles prêtent aux PME, vont prendre fin dans le courant de 2016 et seront remplacés par un mécanisme de marché dans le cadre duquel la Banque centrale assumera une partie du risque de taux d'intérêt sur les prêts aux PME, réduira la pondération des risques sur ces prêts et communiquera des données de crédit afin d'améliorer l'évaluation des risques. Cependant, si le soutien apporté aux PME peut se révéler utile pour stimuler l'activité économique, la réduction des pondérations affectées aux risques pourrait amener les banques à en prendre trop. La banque centrale, qui a la double responsabilité de la politique monétaire et de la supervision, est bien placée pour suivre de près cet arbitrage.

Après une pause, une accélération de la croissance est attendue en 2017

Un ralentissement temporaire de la croissance est prévu en 2016 sous l'effet d'une contraction de l'investissement public liée au versement plus lent des fonds structurels de l'UE au début d'un nouveau cycle de financement. L'activité économique devrait repartir à la hausse pendant l'année et une partie de 2017. La consommation privée devrait bénéficier fortement de la hausse des revenus réels résultant de créations d'emplois, d'allègements de l'impôt sur le revenu, de l'abaissement du taux de la TVA sur un certain nombre de produits et d'un nouveau programme de logements familiaux. Les exportateurs devraient continuer à gagner des parts de marché, ce qui gonflera encore l'excédent de la balance courante. Le recul du chômage se poursuivra grâce à la progression soutenue de l'emploi dans le secteur privé et à la mise en œuvre des programmes de travaux publics. Malgré la baisse des taux de TVA, l'inflation devrait connaître une légère accélération, l'effet temporaire de la baisse des prix de l'énergie prenant fin de même que le sous-emploi des capacités.

Si la croissance se révèle plus riche en emplois qu'on ne le prévoit, la consommation privée pourrait être encore plus dynamique. De même, si l'efficacité des mesures prises pour renforcer l'investissement en infrastructures dépasse les attentes, la croissance pourrait être supérieure en 2016. Les risques externes sont surtout d'ordre négatif. Une reprise du commerce mondial inférieure aux prévisions aurait une incidence négative sur les exportations hongroises. Des turbulences financières en Europe pourraient obliger la Banque centrale à relever son taux directeur plus tôt qu'on ne l'anticipe pour l'instant. Un maintien des contrôles temporaires aux frontières institués récemment par plusieurs pays entraverait la libre circulation des biens et de la main-d'œuvre transfrontalière, au préjudice des travailleurs et des exportateurs hongrois.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Hongrie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-1-21-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.